

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le CTPD se réunit aujourd'hui sur la question des moyens humains pour la rentrée 2011. Cette question est largement impactée par les choix budgétaires et idéologiques du gouvernement : nouvelle destruction de 16000 postes d'enseignant, perte d'heures d'enseignement pour les élèves, dénaturaion des filières de lycées, autonomie des établissements.

Pourtant tous les indicateurs sont au rouge face à cette politique aberrante pour l'avenir de notre pays :

- Les enquêtes PISA 2009 ou PIRLS 2006 qui portent respectivement sur les acquis en fin de collège et de CM1 montrent clairement que la politique du gouvernement a dégradé les résultats du système éducatif français au niveau du collège et de l'élémentaire. Mais la suppression des dédoublements, la diminution des heures de cours, la multiplication de dispositifs périphériques et de nouvelles tâches pour les enseignants vont être appliqués au lycée. On étend ce qui ne marche pas.
- Les services du premier ministre pointent dans le tableau de bord de l'emploi public que pour ce qui concerne le nombre d'enseignants pour 100 élèves, la France arrive bonne dernière pour l'école élémentaire et seulement 13ème sur 19 pour l'enseignement secondaire. Mais le gouvernement poursuit aveuglément sa politique de suppressions de postes alors que la population scolaire est en augmentation. Au niveau des salaires des enseignants, la situation n'est pas meilleure puisque la France arrive seulement 15^{ème} sur 18 pays de l'OCDE.
- Les « gisements » de suppressions de postes engendrés par les réformes (BAC professionnels ou Lycée) n'y suffisant plus, le calcul des dotations horaires à la structure est abandonné au lycée : où sont les volant horaires affectés à chaque division pour permettre les dédoublements en seconde ou en première l'an prochain (par ex : 10h30 en seconde) ? Quant à l'autonomie des établissements : Ah la belle autonomie que voilà pour gérer les dotations insuffisantes !
- Au niveau des qualifications des enseignants, il y avait déjà des recrutements de personnel non compétent dans une discipline pour y assurer des remplacements, maintenant ce sont les titulaires compétents et formés, par l'éducation nationale, dans une discipline que l'on pousse à enseigner d'autres disciplines avec ou sans dispositif de reconversion. S'agissant des collègues de STI et de physique appliquée, nous assistons à un gaspillage du potentiel humain de l'Éducation Nationale qui ne peut que nous laisser sans voix quand on sait que l'existence d'une main d'œuvre ayant un haut niveau de qualification conditionne le maintien d'une industrie en France.

Concernant le niveau départemental, la FSU constate que l'importance des dégradations est avérée dans les documents qui nous sont fournis pour ce CTPD. Elle y retrouve le non respect des qualifications, et l'autonomie des établissements pour la gestion des insuffisances de DHG, et dénonce une volonté de maintenir un taux important d'HSA dans les collèges (7,2%) et les lycées (11,17%). Ces taux excessifs s'ils étaient ramenés à 5% permettraient de créer 10 ETP en collèges et de sauver 30 ETP en lycées. Les HSA joueraient alors le rôle qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'avoir, c'est à dire de créer de la souplesse pour établir les TRMD dans les établissements, alors qu'à de tels niveaux, elles se révèlent un casse-tête pour les équipes de direction, une source de tension dans les établissements et la cause de nombreux compléments de service pour les enseignants. Il est d'ailleurs incompréhensible que les volumes des HSA des établissements et les compléments de service ne tiennent pas compte des courriers des enseignants qui préviennent qu'ils n'accepteront pas d'HSA au delà de celle que l'on peut leur imposer. Comment vont fonctionner les établissements à la rentrée ?

En collège comme en lycée, la FSU constate que le nombre de compléments de service est en forte augmentation en passant par exemple de 59 CSR à la rentrée 2010 à 95 à la rentrée 2011 en collège. Ces compléments de service se font parfois à des distances allant jusqu'à 80 km entre les deux établissements (soit 1h20 de route). En outre, certains collègues vont se retrouver sur trois établissements.

Si l'on ajoute le fait que 23 enseignants vont perdre leur poste à la rentrée, avec pour certains aucun espoir de retrouver un poste fixe dans leur discipline en Nièvre, si l'on ajoute les suppressions de postes de CPE et d'administratifs dans les établissements, les CIO et les agences comptables, on peut affirmer qu'à la rentrée 2011 la casse de l'Education Nationale aura atteint un niveau encore jamais connu.

Pour la FSU, c'est un nouveau mauvais coup pour l'Éducation Nationale, cette politique doit cesser avant qu'il ne soit trop tard car elle gâche le capital humain de ce service public, maltraite et démotive les personnels et aggrave les difficultés de l'Éducation Nationale notamment celles pointées par les enquêtes internationales. La FSU appelle avec 22 organisations à manifester demain à Paris et en province pour demander une politique ambitieuse pour l'Éducation Nationale permettant de faire face aux défis de la société de demain.